

# ARKADI DVORKOVITCH

Sherpa du Président Dmitri Medvedev

Merci de votre invitation et de cette excellente rétrospective de ce que nous avons fait en matière de gouvernance macroéconomique depuis plusieurs décennies. Laissez-moi d'abord vous parler de la crise. Nous pouvons observer certains signes de stabilisation dans l'économie mondiale, notamment sur les marchés des produits de base et financiers. Et les banques sont plutôt satisfaites car elles vont pouvoir récupérer la plus grande partie de leurs pertes grâce à la hausse des indices boursiers. Cependant, nous pensons que la seule chose sur laquelle se base cette reprise, c'est l'aide publique, à la fois monétaire et fiscale, apportée au cours des derniers mois, et aucun gouvernement ne sait comment formuler une stratégie de sortie de crise. Certains de mes collègues risquent de me contredire mais je ne pense pas que nous puissions trouver la recette miracle d'une croissance économique durable dans laquelle les aides fiscales et monétaires publiques seront réduites. Ces aides ne peuvent pas être maintenues à leur niveau actuel dans une perspective à moyen terme.

Malgré le fait qu'il n'existe pour le moment aucune solution, nous allons devoir commencer à appliquer une stratégie de sortie de crise dès l'année prochaine, et c'est un point essentiel du point de vue de la Russie. Nous commencerons par réduire les déficits budgétaires et l'aide que nous apportons à nos entreprises. Ce n'est pas la première crise à laquelle doit faire face la Russie depuis 20 ans. Et par rapport à la plupart des autres pays, nous avons une grande expérience de la gestion des crises. La première est survenue au début des années 90, lorsqu'après la chute de l'Union soviétique, nous avons dû faire face à une stagflation basée sur la demande alors que la demande de biens chuta et que l'inflation se transforma en hyperinflation. Suite à la crise financière asiatique de la fin des années 90, nous avons connu trois déficits, un déficit budgétaire devenant une crise de la dette, un déficit de la balance courante qui se transforma en une crise des changes et un déficit des banques qui devint une crise bancaire.

Nous n'avons rencontré aucun de ces problèmes au cours de la crise actuelle. Nous disposons de suffisamment de réserves budgétaires et de réserves de change et de suffisamment de capitaux bancaires pour empêcher une crise bancaire. Par conséquent, cette crise ne ressemble pas à celle de 1998, mais nous sommes, aujourd'hui encore, face à une crise de la demande avec une chute sévère de la demande en produits russes, et notamment en produits de base. Cette chute a entraîné une baisse du PIB plus accentuée que dans les autres pays développés. De notre point de vue, la mauvaise gestion financière n'est pas à elle seule responsable de la crise. En sont responsables une combinaison de défaillances structurelles dans l'économie et de mauvaise gestion macroéconomique dans de nombreux pays. En outre, il existe d'importants déséquilibres structurels en Russie et dans l'économie mondiale. L'économie russe est déséquilibrée par la prédominance des exportations de produits de base et l'économie mondiale est déséquilibrée par le statut de consommateur ultime des États-Unis.

Ce modèle n'est pas viable. Toutefois, je ne peux pas concevoir un modèle de croissance économique mondiale sans déséquilibres. Il est impossible de croître rapidement sans eux dans la mesure où ils sont sources de dynamisme et de croissance. Ainsi, l'important n'est pas d'empêcher totalement les déséquilibres mais d'avoir des déséquilibres gérables pouvant être supportés et financés et dont les développements dangereux peuvent être surveillés et les risques contenus avant qu'ils ne provoquent une autre crise. La question est de savoir qui gèrera ces déséquilibres et les candidats sont nombreux. Les

Nations unies constituent le forum le plus représentatif mais n'est pas un forum économique. Un grand nombre de pays sont impliqués dans le FMI mais la structure de sa représentation est encore inadéquate et ne correspond pas à la répartition actuelle du PIB mondial. Sa gestion présente des défaillances évidentes et sa réputation a été entachée par des erreurs passées. Le G20 n'est pas l'ONU et tous les pays ne sont pas représentés, le Maroc notamment. Il ne s'agit donc pas d'un forum approprié pour discuter des problèmes les plus importants. Par ailleurs, son fonctionnement n'a pas encore été clairement défini d'un point de vue technique tout comme la façon dont il coordonnera ses efforts avec les autres pays. Le G8 n'est pas adapté pour les matières économiques mais est probablement le lieu idéal pour discuter de problèmes de sécurité et de politique mondiale.

Nous pensons qu'il est essentiel d'appliquer les décisions prises au cours des sommets du G20 de Londres et Pittsburgh. Dans le cas contraire, le G20 perdrait toute crédibilité. Nos décisions doivent devenir des accords internationaux ayant force de loi dans les pays du G20 et les autres, incluant notamment des repères en matière de politique macroéconomiques, des mécanismes de gestion de la résolution des conflits et une coordination permanente entre toutes les grandes économies. La Russie est prête à participer à l'élaboration de tels accords internationalement contraignants, et nous espérons y parvenir afin d'éviter des crises futures.